

Autour du 20 juillet 1944 (5)

Munich, le protectorat et la garantie britannique à la Pologne

Comme le souligne à juste titre le magazine Der Standpunkt du 11 août 1950, la Conférence de Munich ne fut « un acte solitaire spontané de l'homme au parapluie, mais un calcul politique du Cabinet ». A cette époque, les Britanniques prirent la décision d'aller à Munich parce qu'ils n'étaient pas encore prêts pour la guerre ! Comme l'écrivit le Premier ministre britannique Chamberlain le 25 mai 1940 dans une lettre à une personnalité très proche, « il est clair comme l'eau de roche que, si nous avions commencé la guerre en 1938, les résultats auraient été bien pires. Dès le début, j'étais conscient de notre faiblesse militaire et j'ai donc fait de mon mieux pour retarder la guerre, à défaut de pouvoir l'empêcher. »

Le ministre français des Affaires étrangères Bonnet déclare dans ses Mémoires : « De nouveaux témoignages nous permettent de mieux apprécier la valeur de l'année que nous avons gagnée grâce aux accords de Munich (18) (18bis). » Après Munich, le réarmement anglais et français continua à s'intensifier – mais aussi l'agitation de l'opposition anglaise à l'Allemagne. L'Angleterre attendait toujours son heure. Elle permit même la création du protectorat de Bohême et de Moravie au printemps 1939, non seulement parce que la Tchécoslovaquie s'était désintégrée, mais surtout parce que l'Angleterre n'avait pas achevé son réarmement. Et elle en profita pleinement pour dresser les Anglais contre l'Allemagne.

Mais, à ceux qui décrivent de manière critique la formation du protectorat comme un acte violent et donc condamnable d'Hitler, je demande de prendre en considération les points suivants :

1. Hitler n'avait aucune sur vue sur la Tchécoslovaquie elle-même à Munich, il voulait seulement récupérer les territoires allemands des Sudètes. Dans sa directive du 21 octobre 1938, qui est toujours considérée comme une preuve de sa soif de conquête, Hitler déclare simplement : « Le reste de la Tchécoslovaquie doit pouvoir être détruit à tout moment, si, par exemple, elle mène une politique germanophobe (18ter). »
2. Après « Munich », cependant, les autres parties de la Tchécoslovaquie manifestèrent, non seulement des tendances à la désintégration, puisque la Slovaquie et l'Ukraine carpathique cherchèrent à faire sécession, mais aussi des tendances fortement anti-allemandes, qui menaçaient de devenir un danger pour l'Allemagne. Il en existe des preuves (19).

3. Le célèbre homme politique Paul Rohrbach dit dans *Deutschland – Tod oder Leben* (1930) : « Si un jour l'Autriche est annexée au Reich, si la formule « un peuple, deux États » est jetée au feu, le territoire de l'État-nation allemand unifié englobera la Tchécoslovaquie de telle sorte qu'elle devra inévitablement s'entendre avec elle. » La République tchèque fit le contraire, malgré les avertissements qu'Hitler lui avait adressés dans son discours du 28 septembre 1938 et dans sa conversation avec le ministre tchèque des Affaires étrangères. Tant pis pour elle.

4. Dès février 1939, quelques semaines avant la création du protectorat, un grand quotidien anglais publia un éditorial remarquable sur ce qui restait de l'État tchécoslovaque après Munich. Cet État n'était pas viable à long terme. Géographiquement et économiquement, il était tellement enserré par le Reich allemand qu'il finirait inévitablement tôt ou tard par fusionner avec l'Allemagne ; on pouvait le regretter, mais cette évolution ne pouvait plus être arrêtée. L'Angleterre, à Munich, avait commencé quelque chose qu'elle devait maintenant finir.

5 La Bohême et la Moravie faisaient partie de l'Empire allemand depuis mille ans.

6. Hitler dut se souvenir de cette formule de son grand prédécesseur Bismarck : « Qui tient la Bohême tient l'Europe centrale (19bis). »

7. Pour reprendre les mots de l'ambassadeur anglais Henderson, « l'occasion était trop belle pour que l'opportunisme d'Hitler la rate. »

8. Outre le fait que les Tchèques du Protectorat n'étaient pas une minorité opprimée, mais, dans une large mesure, un peuple indépendant, l'ambassadeur Abetz eut raison de dire : « Ceux qui trouvaient juste que, jusqu'en septembre 1938, trois millions et demi d'Allemands aient été forcés de vivre avec six millions et demi de Tchèques n'avaient aucun droit de s'opposer au fait que, en avril 1939, ces six millions et demi de Tchèques aient été associés contre leur gré à un État de huit millions d'Allemands. »

9. Le président tchèque Hácha s'était rendu à Berlin le 15 mars et, selon Meißner, avait déclaré, alors qu'il se trouvait encore à la gare, que « vu la situation intenable dans son pays, il avait pris la décision de demander au Führer et chancelier du Reich aide et protection et espérait pouvoir travailler politiquement avec lui » (19ter). A ceux qui veulent maintenant critiquer la « méthode » avec laquelle Hitler persuada Hácha d'accepter le protectorat allemand il convient de faire observer que « la

discussion, loin, comme en firent état des rapports ultérieurs, d'avoir dégénéré en affrontements violents et en menaces brutales, se déroula dans le calme et dans les formes ».

Mais, pour que l'on comprenne aussi pourquoi Hitler déploya des troupes immédiatement après avoir proposé à Hacha de mettre la Tchécoslovaquie sous protectorat allemand, j'estime utile de citer ici un passage pertinent d'un livre qui : « ... (raconte) à quel point Hitler avait déjà méticuleusement calculé tous les détails de la situation, le soir où il prit Hacha par surprise à Berlin avec le Traité de Protectorat. Il savait bien que, au retour de Hacha à Prague, les unités allemandes qui y avaient été envoyées par avion le recevraient en haie. Tout cela ressemblait un peu au jeu des cow-boys et des Indiens à grande échelle et avait apparemment été mal compris par certaines personnes de l'entourage d'Hitler. Hitler l'avait remarqué et déclara : « Hacha est un vieil homme honnête. Il y aura des cercles dans son pays qui ne croiront pas qu'il aurait pu agir autrement. Je dois donc éviter que Hacha ne soit contraint de prendre des mesures contre certains de ses compatriotes pour pouvoir signer le traité. Je dois également veiller à ce que rien, pas même un coup de feu, n'entrave la possibilité d'une évolution loyale dans le cadre de l'inévitable solution. En tant qu'homme d'État, j'ai la même fonction que le chirurgien – si je dois couper, je ne dois faire aucune incision inutile, aussi petite soit-elle, qui ne soit irréversible. Rien n'est plus important pour la reconnaissance ultérieure d'une nécessité factuellement inévitable que l'exactitude absolue avec laquelle les limites de l'inévitable sont respectées dès le départ. C'est pourquoi ce calendrier, qui règle précisément l'ordre dans lequel mes unités et le train spécial de Hacha arriveront à Prague, est si essentiel. La solution de la question du protectorat en tant que telle n'est plus négociable et ne peut plus être empêchée par l'armée tchèque. Mais on ne tirera pas de coups de feu là où les coups de feu ne sont pas une partie inévitable du but et là où ils sont tout au plus complètement inutiles pour l'avenir. » »

10. Il vaudrait mieux pour le monde que le maître de la Bohème soit l'Allemagne au lieu de l'Union soviétique et le peuple tchèque serait certainement heureux de revenir l'époque où il était sous « protectorat ».

11. Le 15 mars, Chamberlain déclara à la Chambre des communes que la garantie anglaise à la Tchécoslovaquie ne pouvait être invoquée parce que l'État dont l'Angleterre avait l'intention de garantir les frontières s'était désintgré et que la garantie prévue était ainsi caduque. Par conséquent, le gouvernement de Sa Majesté ne pouvait plus être lié par cet engagement

Lorsque, suite à l'instauration du protectorat, le territoire de Memel fut rendu à l'Allemagne et qu'Hitler déclara qu'il n'engagerait jamais un conflit militaire à cause des colonies, l'Angleterre s'empressa de chercher une occasion qui pourrait être mise à profit au moment opportun pour appuyer sur le bouton.

Elle avait appris entre-temps que les négociations que l'Allemagne avait engagées avec la Pologne pour trouver une solution raisonnable à la question du corridor étaient encourageantes. Le 24 novembre 1932, Churchill avait déclaré : « Si le gouvernement anglais veut vraiment faire quelque chose pour promouvoir la paix, il doit prendre l'initiative et rouvrir la question de Gdansk et du corridor tant que les États victorieux sont en position de force. Si ces questions ne sont pas résolues, il ne peut y avoir aucun espoir de paix durable. » Au lieu de s'en tenir à cette noble admonition, le gouvernement britannique, le 31 mars 1939, donna aux Polonais une promesse de garantie extrêmement imprudente (20), qui ne peut s'expliquer que par la hâte dont nous avons parlé plus haut. Le 3 avril 1939 à la Chambre des communes, Chamberlain eut des paroles significatives à ce sujet, dont l'Angleterre aura encore l'occasion de se souvenir en frissonnant : « S'être éloigné autant de nos idées traditionnelles à cet égard, comme je l'ai fait sur les ordres du gouvernement de Sa Majesté vendredi dernier, constitue en effet un tournant si important dans la politique britannique que je crois pouvoir dire avec certitude que cette décision fera l'objet d'un chapitre dans les futurs livres d'histoire... »

Le secrétaire d'État E. von Weizsäcker lui-même, qui n'était guère favorable à Hitler, commenta : « Comment pouvez-vous, à Londres, croire que vous servez la paix de cette façon ? Avez-vous cru qu'Hitler, porté et aveuglé par des succès extérieurs, pouvait être publiquement intimidé ? Et avez-vous cru que c'est de cette manière que les organes du gouvernement polonais seraient invités à faire preuve de prudence ? Je n'y ai pas cru et l'ambassadeur britannique partageait mon point de vue. Le ministre britannique, puis l'ambassadeur Duff Cooper, l'ont exprimé en ces termes : jamais dans l'histoire l'Angleterre n'avait accordé à une puissance secondaire le pouvoir de décider si l'Angleterre devait entrer ou non en guerre. Aujourd'hui, cette décision est laissée à une poignée de personnes, dont les noms – à l'exception peut-être du colonel Beck – sont totalement inconnus en Angleterre. Et, demain, ces inconnus pourraient ordonner le déclenchement d'une guerre en Europe. »

Friedrich Lenz, *Der ekle Wurm der deutschen Zwietracht : Politische Probleme rund um den 20. Juli 1944*, chap. 5, Selbstverlag, 1952, traduit de l'allemand par B. K.

(18) Edouard Herriot déclara en 1946 : « Munich eut deux causes : 1. à cette époque, l'Angleterre ne voulait pas et ne pouvait pas mobiliser ; elle n'était pas prête. Ce n'est qu'après l'attaque allemande contre la Pologne qu'elle décida de prendre l'initiative ; 2. Les Français étaient pour la paix à tout prix. Cela faisait des années qu'ils étaient soumis à une propagande antimilitariste ! » [retraduit de l'allemand]

(18bis) [retraduit de l'allemand] Et c'est précisément pour cette raison que Bonnet justifia les accords de Munich (voir <https://www.ina.fr/audio/PHL09013560>).

(18ter) Cité in Gerd Schultze-Rhonhof, 1939 – der Krieg, der viele Väter hatte: der lange Anlauf zum Zweiten Weltkrieg, Olzog Verlag, Munich, 2003, p. 184.

(19) En 1918, à Versailles, les politiciens tchèques avaient déjà justifié la nécessité de l'existence de la Tchécoslovaquie par le fait que sa situation géographique en faisait naturellement l'ennemi mortel des Allemands. Le ministre français de l'aviation Pierre Cot confirma que c'est de la Tchécoslovaquie que, en raison de sa proximité des villes et des industries allemandes, devaient partir les missions de bombardement contre celles-ci en cas de guerre. Enfin, le député tchèque Slansky déclara : « Nous, communistes, nous nous approchons résolument de notre objectif, une république soviétique, dirigée par Klement Gottwald. » (cité in Peter Kleist, Aufbruch und Sturz des 3. Reiches: auch du warst dabei, K.W. Schütz, 1952, p. 172)

(19bis) Bismarck aurait en fait déclaré « Qui tient la Bohême tient l'Europe », mais la formule semble être apocryphe (J. W. Brügel, Bismarcks Äußerung über Böhmen apokryph? In Der Donauraum Zeitschrift des Instituts für den Donauraum und Mitteleuropa, vol. 21, n° 1-2, décembre 1976 [p. 91]).
[N. D. E.]

(19ter) Cité in Heinrich Härtle, Die Kriegsschuld der Sieger, Schütz, 1971, p. 268 [N. D. E.]

(20) (Dans son livre *Germany Between Two Wars: A Study of Propaganda and War-Guilt*) Lindley Fraser voudrait maintenant minimiser l'importance fatidique de la déclaration de garantie dans le déclenchement de la guerre et dans la propagande, en soulignant qu'elle fut faite le 31 mars, alors que la Pologne avait déjà rejeté les propositions allemandes le 26 mars. Mais il oublie de mentionner que, comme le montre l'historien anglais Lewis Namier, l'ambassadeur d'Angleterre avait déjà fait une démarche auprès du ministre polonais des Affaires étrangères Beck le 24 mars, afin de torpiller les propositions allemandes du 21 mars à la Pologne. Le lendemain, la Pologne annonça sa mobilisation.